

Cela se vérifie en particulier dans la crise des échanges agricoles. La "guerre des Trésors" que se livrent actuellement les pays riches risque d'entraîner une chute sans précédent des prix de nombreux produits agricoles. Le dumping pratiqué sur ces produits sur les marchés internationaux fait du tort à un grand nombre de pays. Le Canada n'est pas à l'abri des graves conséquences de ces pratiques. Le prix des céréales est tombé ces dernières années à son niveau le plus bas depuis les années 30. En 1986 et cette année encore, nous avons dû consacrer des milliards de dollars à des programmes spéciaux simplement pour éviter à nos producteurs de faire faillite. Nous sommes fermement décidés à faire ce qui sera de notre devoir pour mettre un terme aux subventions excessives. La seule option viable consiste à mettre en place une réforme fondamentale du système d'échanges agricoles et à prendre rapidement des mesures d'aides compatibles avec les objectifs à long terme de la réforme. Nous devons parvenir à un accord sur ce point en vue de la réunion ministérielle prévue en décembre à Montréal dans le cadre des négociations commerciales multilatérales.

La crise agricole a également compromis les efforts entrepris par de nombreux pays en développement pour amorcer des réformes structurelles visant à renforcer leur secteur agricole et à accroître leur production alimentaire. Ce sont précisément ces politiques que nous avons vivement recommandé aux gouvernements de ces pays de suivre en vue de tirer parti au maximum de leur potentiel économique national et de remédier aux problèmes liés à leur endettement.

Le Secrétariat de l'OCDE a joué un rôle déterminant en recueillant des données sur les effets coûteux et préjudiciables des subventions versées par les pays de l'OCDE et qui provoquent une surproduction de produits agricoles et des distorsions dans les échanges internationaux. Avec la mise au point de la notion d'équivalents subvention à la production (ESP), l'Organisation a réalisé un travail considérable. La plupart des participants à l'Uruguay Round s'accordent à reconnaître que les ESP, qui permettent de mesurer le montant des aides publiques à l'agriculture, constituent un outil précieux pour les négociations. Les négociateurs canadiens travaillent à la mise au point d'une mesure globale, fondée sur les ESP de l'OCDE, qui permet d'arriver plus facilement à un accord sur la réforme agricole tant à long terme qu'à court terme.